

# Des solidarités Nouvelles

POUR LES NANTAISES ET LES NANTAIS

**70 propositions**  
pour un nouveau cap à gauche



Membre du



# Éditorial

« Depuis plusieurs mois, avec nos amis communistes, nous sommes partis à la rencontre des Nantaises et Nantais, dans les quartiers mais aussi en échangeant avec des dizaines de personnalités du monde politique, syndical et associatif. En juin, nous avons organisé plusieurs débats citoyens, ouverts à toutes les forces de gauche, sur le logement, les transports, la culture et le sport.

Nous mesurons les déceptions, la colère parfois vis-à-vis de la politique économique et sociale conduite actuellement par le gouvernement et nous restons déterminés à obtenir, dans l'action, un changement d'orientation afin que la gauche au pouvoir réponde aux exigences de changement.

Dans un contexte de crise, avec toutes ses conséquences, nous ne baissons pas les bras. Nous voulons affirmer avec force que Nantes a de l'avenir et que la gauche nantaise peut répondre aux défis qui sont devant nous pour améliorer le quotidien de chacun d'entre nous en passant un nouveau cap pour les 6 ans à venir.

**C'est à partir des exigences entendues et des espoirs exprimés que nous avons retenu 70 propositions pour un nouveau cap à gauche pour les Nantaises et les Nantais.**

Voilà ce dont nous voulons débattre avec toutes et tous, avec l'ensemble des forces de gauche pour garantir une majorité solidaire, ambitieuse au service exclusif de vos intérêts, de la réponse à vos besoins. Nous versons aujourd'hui ces propositions à votre débat et enrichissement avec l'ambition de susciter les discussions et la mobilisation pour l'avenir de notre ville. **C'est l'affaire de toutes, de tous, de chacune et de chacun.**

Vous pouvez compter sur nous pour travailler avec détermination à cette mobilisation citoyenne nécessaire pour battre la droite et empêcher le front national d'entrer au conseil municipal.

Nous comptons sur vous pour y contribuer et restons à votre disposition pour prolonger cette construction. »



**Aymeric Seassau**

06 13 49 11 59  
pcf.seassau@orange.fr  
<http://www.seassau.com>



**Marie Annick Benâtre**

06 71 05 69 30  
marie.benatre@orange.fr  
<http://benatre.over-blog.fr/>

# Des nouvelles solidarités pour les Nantaises et Nantais !

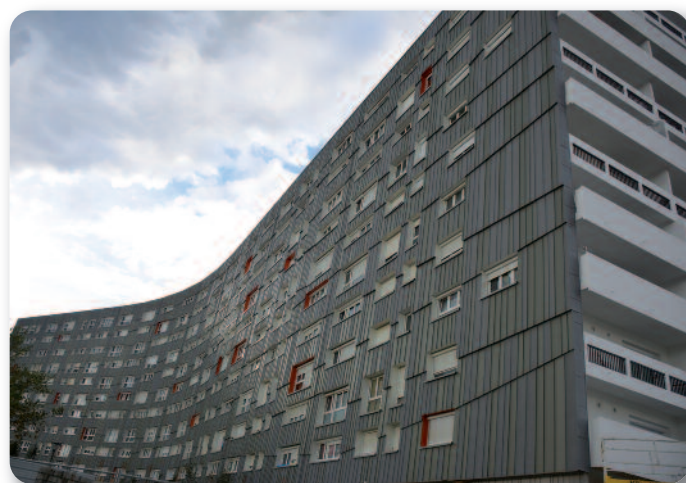
A Nantes comme partout ailleurs en France, la crise continue de frapper dur et fort. De nombreux indicateurs sont au rouge : hausse des demandeurs d'emploi, augmentation des bénéficiaires de minimas sociaux, alerte des associations caritatives.

Si Nantes « résiste » mieux et conserve son dynamisme, c'est grâce à des politiques municipales ambitieuses mises en œuvre par la gauche en faveur desquelles les élu(e)s communistes ont pesé de tout leur poids.

Cependant au premier semestre 2013, le chômage représentait 8,4% sur le bassin de Nantes soit 53 275 demandeurs d'emploi. L'évolution des demandes d'emploi à Nantes entre janvier 2012 et janvier 2013 est de +10%, soit près de 24000 demandeurs d'emploi. Même si ces chiffres sont en deçà de la moyenne nationale, régionale et départementale, nous ne l'acceptons pas.

C'est pourquoi nous voulons mettre en œuvre des solidarités nouvelles favorisées par le développement économique, social et la démocratie locale. **La solidarité, c'est un maillage de services publics performants et accessibles sur l'ensemble de notre territoire au service des Nantaises et des Nantais dans leur quotidien.**

Nous voulons une ville qui soutienne les activités associatives dans leur diversité, les projets individuels et collectifs pour mieux vivre ensemble.



## Bien se loger, c'est un droit

**La bataille du logement a toujours été une priorité de la gauche nantaise.** Principal bailleur public à Nantes, Nantes Habitat loge aujourd'hui plus de 46 000 personnes. 67% des ménages nantais sont éligibles à un logement locatif social. L'on trouve près de 37000 logements sociaux dans notre ville. Cependant, près de 15000 demandes de logements sociaux sont en attente et le drame de l'exclusion par le logement indique le manque d'hébergements d'urgence. Dans le même temps, les loyers dans le privé font de Nantes une ville chère. A l'horizon 2030, l'agglomération devra accueillir plus de 100 000 habitants supplémentaires. **Nous devons faire du logement pour tous et toutes une priorité du mandat 2014/2020.**

### **1. Passer les 30% de logements sociaux à Nantes en 2020**

Notre ville compte 25% de logements sociaux, **nous voulons porter à 30% le taux de logement sociaux (loi SRU) à la fin du mandat** pour répondre aux besoins. Toutes les opérations maîtrisées devraient avoir pour règle 35% de logements sociaux, 35% de logements abordables, 30% de logements libres. Nous serons vigilants à ce que chaque commune de l'agglomération

s'engage pour le logement social. Ils proposent que la Dotation de Solidarité aux Communes (DSC) versée par Nantes Métropole soit modulée en fonction du taux de logements sociaux.

## 2. Faire reculer la spéculation immobilière

Nous voulons renforcer les chartes passées avec les promoteurs dans les nouveaux programmes. De plus en plus d'opérations immobilières privées sont solvabilisées par des actions publiques – VEFA, accession sociale...-, des dispositifs plus prescriptifs devraient y être inclus. Des outils nouveaux seront mis en place pour doter la ville – ses élus et les associations de défense de locataires- de moyens de contrôle des engagements pris. **Pour maintenir des prix accessibles et faire baisser la pression spéculative immobilière**, il est indispensable de renforcer la maîtrise du foncier par la municipalité.

## 3. Promouvoir la mixité sociale sur tous les territoires de notre ville

Nous imaginons **une ville du "vivre ensemble"** de Bellevue à l'Île de Nantes en passant par les Hauts Pavés. Un effort de mixité sociale sera donc porté dans les quartiers marqués par ce déséquilibre.

## 4. Lutter contre la précarité énergétique

Accélérer la rénovation thermique des logements du parc résidentiel et du parc social à Nantes est une nécessité. **Porter à 30% à la fin du mandat l'objectif de réduction de la consommation énergétique** de ces logements réduirait la facture énergétique des Nantais et permettrait à un grand nombre d'entre eux d'échapper à une situation de précarité énergétique.

Avec près de 10% de logements potentiellement indignes dans le privé, la ville doit **poursuivre et renforcer ses politiques de résorption de l'habitat insalubre**.

## 5. Agir sur les loyers

Nous veillerons à ce que les coûts des opérations permettent des loyers réellement modérés.

Le prix du privé est deux fois plus cher en moyenne que celui du parc public. Il faut le réguler par des accords, en s'appuyant sur la loi Duflot et en créant un rapport de force favorable aux locataires et non aux propriétaires. S'attaquer au logement cher, c'est aussi prendre à bras le corps les questions du coût de construction et du financement du logement social. Quand 28% des ménages, allocataires CAF, consacrent plus de 40% de leurs revenus pour se loger, et ce après perception des allocations logement l'on voit bien que la question des loyers devient cruciale. **Contenir le taux d'effort devient d'une urgente nécessité car c'est le décalage croissant entre le coût du logement et les revenus des ménages qui rend de plus en plus difficile l'accès au logement**. Cette question est essentielle pour les jeunes travailleurs ou les étudiants pour qui la prise d'autonomie ne doit pas rimer avec précarité.

## 6. Favoriser le logement étudiant

L'académie de Nantes est caractérisée par un bon taux de réussite au baccalauréat. Cependant le taux d'abandon d'études est supérieur à la moyenne. Bien accueillir les étudiants à Nantes

est une condition de leur réussite et du renforcement de l'attractivité de l'université. Nous proposons d'accueillir 15% des étudiants en logement social dédié. Chaque nouveau programme de logements sociaux devra tenir compte de cette exigence. En concertation avec le CROUS la ville libérera du foncier nécessaire pour ses programmes.

## 7. Refuser les expulsions, les coupures d'eau et d'électricité

Certains maires, le plus souvent communistes ont été conduits à prendre des arrêtés anti-coupures d'eau, d'électricité ou anti-expulsion. Être expulsé de son logement, être privé d'eau ou d'électricité constituent des drames touchant de trop nombreuses familles. Des dispositifs de prévention associant les bailleurs, services sociaux, les associations de locataires, le CCAS et le département pour prémunir les familles nantaises de ces situations et construire avec elles les solutions nécessaires doivent être plus efficaces.

**Toute expulsion locative sur le territoire de la ville de Nantes fondée sur des raisons économiques doit être combattue.**



## La solidarité contre l'exclusion

**Nous voulons mettre en place avec les bailleurs sociaux une gestion urbaine de proximité partagée par les habitants.** Certains logements en rez de chaussée pourraient être requalifiés en lieu de réunion associative, de convivialité pour les habitants et des postes de gardiens pourraient être restaurés dans un certain nombre d'immeubles.

Dès mars 2014, nous réunirons les différents partenaires -État, département, associations, bailleurs sociaux- **afin d'avancer sur des objectifs chiffrés et suivis pour résorber la situation de mal logement à Nantes et permettre une réelle fluidification de toute la chaîne qui va de l'hébergement au logement de droit commun**. Sans attendre ce diagnostic nous proposons :

8. *D'ouvrir des places d'hébergement d'urgence supplémentaires et d'envisager la construction d'un nouveau CADA*
9. *De réserver une enveloppe spécifique pour l'accompagnement des publics fragiles, leur suivi social et leur accès au logement stable*
10. *D'engager l'ensemble des communes de l'agglomération dans cette démarche*

## Mieux garantir l'égalité d'accès à la santé et à l'eau

Depuis plusieurs années, des enquêtes inquiétantes montrent qu'un nombre trop grand de personnes renoncent à se soigner, le plus souvent pour des raisons financières. Nantes concentre avec Saint-Nazaire le plus fort taux d'allocataires de la CMU du département avec près du double de la moyenne de Loire-Atlantique. La concurrence des cliniques privées, les dépassements d'honoraires qui font supporter une charge supplémentaire, sont autant de menaces pour l'hôpital public. L'accès aux soins, le manque de prévention concernent directement les communes et conduisent de surcroît à une augmentation des sollicitations du CCAS.

**Nous portons l'exigence d'une réponse à tous les besoins de santé.** Sans opposer la médecine ambulatoire et le nombre de lits, nous voulons une réponse de proximité avec un maillage adapté à notre territoire, aux besoins et attentes des Nantais.

### 11. *Renforcer l'accès aux soins, mettre en œuvre le transfert de l'Hôpital*

Un équipement nouveau et performant au cœur de la ville et de l'agglomération est une nécessité que nous avons toujours soutenue. Le mandat qui s'ouvre en 2014 doit être celui de l'entrée en phase de réalisation du projet. Pour nous, le renforcement de la médecine ambulatoire, rendu possible par les progrès médicaux et souhaité par de nombreux patients ne doit pas servir à justifier une réduction du nombre de lits à laquelle nous nous opposons avec de nombreuses organisations syndicales. Le nouvel équipement doit se traduire par une amélioration de la qualité comme de la quantité de l'offre.



### 12. *Mutualiser les outils de prévention*

Nantes solidaires doit accentuer l'action collective des différents acteurs favoriser la mise en œuvre des moyens nécessaires : Médecine scolaire et universitaire, PMI, médecine du travail...

### 13. *Expérimenter un centre de santé, favoriser un maillage efficace*

La présence de médecins, l'existence d'une offre pluridisciplinaire n'est pas la même dans tous les quartiers nantais. Elle est d'autant plus nécessaire dans les quartiers d'habitat social. A partir d'un diagnostic à l'échelle de la ville, nous proposons d'expérimenter l'ouverture d'un centre de santé pluridisciplinaire dans un quartier populaire nantais.

### 14. *Mettre à l'étude une tarification sociale et responsable de l'eau*

Depuis 1977, dans 4 majorités de gauche, un élu communiste a été en charge de la gestion de l'eau. Leur action aura permis un maintien et un renforcement de la régie publique de l'eau et une harmonisation des tarifs à la baisse à l'échelle de la communauté urbaine. **Nous voulons désormais passer un nouveau cap.** Nous considérons qu'il existe un minimum auquel chaque Nantais a droit et dont le coût pèse aujourd'hui dans le budget des familles à bas revenus. Nous voulons, grâce à la régie publique de l'eau, mettre à l'étude une tarification sociale et responsable de l'eau ; les premiers litres d'eau consommés correspondant aux besoins élémentaires.

# À Nantes, l'emploi d'abord, l'Humain d'abord !

Ville de paradoxes, Nantes concentre dynamisme économique et désindustrialisation, revenus médian supérieur à la moyenne et nombre de précaires importants. Intimement liée à la Loire, le développement du commerce, puis de l'industrie a fait sa réussite avant que le déclin industriel français ne conduise à la prédominance du secteur tertiaire dans l'économie de la ville. Le renouveau nantais du siècle qui s'ouvre reste à construire, nous voulons nous y consacrer. Après l'affaiblissement où la fermeture des grandes unités de production de ces trente dernières années, la crise a provoqué à nouveau de graves difficultés pour l'emploi et les activités industrielles : MHS, Tereos, Goss, Alcatel, Crown mis en danger par l'affaiblissement du site d'Arcelor Basse-Indre issu de l'accord Mittal / Gouvernement... La liste est longue, trop longue.

**Nous faisons de la ré-industrialisation de Nantes et de son agglomération une priorité.**

Nous voulons conforter les filières dynamiques, favoriser la recherche et l'innovation et renforcer l'attractivité économique de notre territoire. **Cela passera par des infrastructures de transport renforcées et adaptées à notre ambition économique, industrielle et sociale. Le grand port maritime, le réseau ferré, l'Aéroport du Grand-Ouest sont autant d'atouts pour le développement économique et social de notre ville.**

**Dans toutes les institutions, les communistes agissent au quotidien pour défendre la capacité d'investissement des collectivités pour répondre aux défis actuels comme à ceux de demain** et au contrôle efficace et à une conditionnalité accrue de l'utilisation de l'argent public afin que chaque euro dépensé soit économiquement utile et écologiquement responsable.

A Nantes comme ailleurs, les salariés sont touchés par des reculs dans le rayonnement des services publics et de la protection sociale, par la stagnation des salaires et la baisse du pouvoir d'achat. **Les communistes et leurs élus sont à leurs côtés dans les mobilisations en faveur de l'emploi, des salaires et de défense des acquis sociaux.** Nous

**voulons une majorité de gauche active**, intervenant dans la sphère institutionnelle comme dans la sphère publique lorsque des emplois sont menacés sur son territoire. Nous voulons une majorité de gauche mobilisée sur tous les fronts dans la bataille de l'emploi.

## **15. Une conférence annuelle de l'emploi à Nantes**

Nous proposons la tenue tous les ans d'une conférence de sécurisation de l'emploi et de la formation en ville réunissant les représentants des salariés (CE, syndicats..), les associations, les élus, les représentants des employeurs, ceux du système bancaire et financier, les représentants de l'État, de la Région et du Département. Cette conférence serait chargée d'élaborer un diagnostic précis, et pourrait conclure sur un objectif de créations et/ou transformations d'emplois à réaliser, associé aux moyens financiers nécessaires.





### **16. Soutenir la création d'un Fonds régional pour l'emploi et la formation (FREF)**

Financé à partir du pôle public bancaire dont nous revendiquons la création, il peut d'ores et déjà s'appuyer sur la mise en place de la BPI (Banque publique d'investissement) et sur un redéploiement des aides régionales aux entreprises. Susceptible d'être saisi par les acteurs de terrain, ce Fonds servirait, par bonifications incitatives, à mobiliser le crédit bancaire pour financer les investissements des entreprises de façon à ce que ceux-ci programment plus d'emplois et de formations correctement rémunérés. Ce FREF pourrait être mobilisé pour avancer vers les objectifs définis par la conférence annuelle de l'emploi en ville.

### **17. Favoriser une politique de filière**

De la formation à l'emploi en passant par la recherche, une politique cohérente pour Nantes et son agglomération doit s'appuyer sur **une politique de filières stratégiques** notamment industrielles. C'est à notre sens le rôle que doit remplir l'IRT Jules Verne.

### **18. Mieux prendre en compte l'économie coopérative, sociale** et solidaire et valoriser les pratiques novatrices à l'image du microcrédit déjà mis en place.

### **19. Conditionner et contrôler les aides aux entreprises**

Plusieurs centaines d'entreprises sont soutenues chaque année par Nantes Métropole. Le conseil régional, chef de file de l'action économique a mis en place une Commission Régionale de Suivi et d'Evaluation des Aides Publiques (CRESA) ainsi qu'un Pacte de Progrès Partagé conditionnant l'accès à certains dispositifs. Nous voulons mettre en place une charte métropolitaine pour engager une nouvelle étape permettant de mieux **coordonner la conditionnalité des aides et le contrôle des fonds publics par les collectivités locales et l'Etat** pour favoriser l'emploi de qualité et la responsabilité environnementale..

### **20. Mieux aider les Nantaises et les Nantais privés d'emploi**

Les élus communistes ont soutenu la création des Maisons de l'Emploi. Nous proposons d'en tirer un bilan critique visant à améliorer leur fonctionnement et renforcer leur action. De même, la Ville devra se mobiliser pour **empêcher les regroupements à marche forcée des antennes de Pôle Emploi** qui dégra-

dent considérablement les conditions d'accueil des chômeurs dans notre ville.

### **21. Conforter et renforcer la clause sociale dans les marchés publics**

Nous proposons de mettre en place une charte d'engagement avec les entreprises retenues pour les marchés publics. Nous proposons que les entreprises participantes s'engagent clairement à faire le choix d'un **accompagnement social et formateur** s'agissant souvent de personnes très éloignées de l'emploi. La clause sociale dans les marchés publics doit être accompagnée d'un suivi permanent pour prolonger l'accompagnement de ces personnes vers un emploi durable.

### **22. Créer un poste d'adjoint nantais à l'emploi**

Les compétences de la ville n'en font pas une collectivité en première ligne sur les questions d'emploi. **Un adjoint à l'emploi** aurait en charge de mettre en œuvre les dispositifs nouveaux, d'animer la conférence annuelle pour l'emploi en ville et de représenter la collectivité dans le dialogue nécessaire avec les partenaires institutionnels et les partenaires sociaux.

### **23. Accompagner les emplois aidés vers l'emploi stable**

Si nous sommes favorables aux dispositifs et au subventionnement d'un certain nombre d'emplois, nous serons vigilants à ce que ces emplois aidés soient à Nantes accompagnés de **formations adéquates pour aller vers un emploi durable**. Un comité de pilotage visant leur pérennisation sera mis en place.

### **24. Refuser l'extension du travail dominical** réclamée par certains patrons et commerçants, qui dégraderait considérablement les conditions de travail des salariés du commerce. Le repos dominical est nécessaire à l'épanouissement familial, à l'expression des solidarités et du vivre ensemble ainsi qu'à l'exercice des loisirs.

### **25. Privilégier la mixité d'usage dans le renouvellement urbain**

Dans le cadre de renouvellement des quartiers, **la mixité d'usage doit être préservée**. Dans le Bas Chantenay, on trouve par exemple : 250 entreprises, l'entrée de la ville, des logements sociaux, des équipements publics...; tous les usages sont à préserver et à développer.



## Nantes avec ses salarié(e)s

Notre ville a aussi une responsabilité sociale qui lui est propre, ses services emploient aujourd'hui près de 4200 agents. Leur expérience, leur savoir-faire, leur attachement au service public rendu aux usagers sont des atouts considérables. C'est pourquoi nous nous opposons au dogme de la stabilisation des effectifs de la fonction publique territoriale. **A besoins nouveaux, emplois nouveaux.** Si la création de nouveaux équipements est rendue nécessaire, elle ne peut se faire systématiquement à effectif constant. Un service public de qualité nécessite un nombre suffisant d'agents bien formés et rémunérés.

Nous continuerons à nous opposer aux externalisations des services municipaux.

**Nous voulons également agir sur les salaires les plus bas et passer à l'acte 2 de la résorption de la précarité, elle concerne l'équivalent de 450 emplois.**

**Nous proposons :**

### **26. D'engager une concertation en vue de signer avec les représentants des salariés un protocole 2014 de résorption de la précarité**

Cette concertation doit poser les bases d'un dialogue social renouvelé permettant des rencontres plus fréquentes entre élus et salariés.

### **27. De faire le choix déterminé de l'emploi statutaire**

La mise en place d'équipes volantes de fonctionnaires territoriaux doit pouvoir palier aux remplacements courts et permettre de passer rapidement en dessous des 10% d'emplois temporaires.

### **28. De mieux prendre en compte la pénibilité de certains métiers et de porter une attention nouvelle à la prévention des risques psychosociaux.**

**Pour renforcer des infrastructures et un maillage de transports favorables au développement économique et social, nous voulons :**

### **29. Soutenir le développement du port dans la diversité de ses activités.**

Avec 3 millions de tonnes de marchandise par an, plus que Brest et Lorient réunis, les sites nantais du Port sont **un atout majeur pour le développement de Nantes** et de son agglomération. Il génère plus de 25000 emplois dans le grand ouest. Comme nous l'avions indiqué, la réorganisation des activités du quai Wilson a nui à l'activité industrielle et à ses emplois en ville. Opérateur au service de l'activité économique, **nous continuerons de soutenir son développement** et à prendre en compte son activité dans tous les projets pouvant y interférer (les franchissements urbains de la Loire par exemple).

Nous voulons développer **le Barging sur la Loire et avec lui le fret urbain**, ce qui suppose des investissements portuaires sur une partie du site de l'ancienne usine d'engrais à Haute Indre Chantenay, mais aussi à Cheviré et à l'extrémité du quai Wilson vers le pont des 3 continents avec des hangars de stockage. Cela permettrait de lier développement économique avec réduction du nombre de poids lourds entrant en ville et en particulier sur l'île de Nantes.



# Une ville pour toutes et tous

Nantes attire depuis la fin des années 90, entre 8.000 et 12.000 nouveaux habitants par an. Un tel dynamisme ne doit pas être menacé par les inégalités et le repli sur soi. C'est pourquoi le développement de notre ville nécessite aussi une vigilance accrue quant à **l'accès de tous aux services publics, aux déplacements et à l'égalité effective de chaque enfant à l'école**. Nantes demain, ne laissera personne sur le bord du chemin et permettra, à chaque Nantais, de se déplacer librement, d'offrir à ses enfants une école de l'égalité et de la réussite. Se mouvoir en liberté, améliorer la tranquillité publique, une ville ouverte sur le monde, l'accès aux loisirs, à la culture et aux sports sont autant d'axes de propositions que nous mettons au service des Nantais pour faire de Nantes, une ville pour toutes et tous.



### **33. Mettre la jeunesse au cœur de nos politiques publiques**

**La jeunesse de notre ville, comme partout ailleurs en France est en première ligne face à la crise.**

Le taux de chômage des 15-24 ans atteint les 22.8 % à Nantes, soit près d'un jeune sur quatre en situation d'inactivité forcée. **Nous souhaitons donc développer des politiques de progrès, à la fois dans le domaine économique, d'accès à de nouveaux droits et aux services publics.** Cela implique de prendre en compte l'ensemble des champs relatifs à ce public et de favoriser la complémentarité des réponses proposées. L'action publique doit s'adresser à l'ensemble des jeunes. Nous le savons, la plupart des difficultés rencontrées par les jeunes ne leur sont pas réductibles. Les réponses qui leur sont apportées doivent donc s'inscrire le plus possible dans le cadre de politiques globales, comme par exemple **le renforcement des missions locales et**

**maisons de l'emploi.** Nous serons attentifs à la pérennisation des contrats d'avenir au sein de la collectivité.

**Dans ce cadre nous souhaitons :**

**34. Faciliter l'accès au logement des jeunes** en renforçant la part des T1 et T2 à loyers accessibles dans le parc public à destination des JT et étudiants.

**Développer et diversifier l'offre gérée par les FIT et par les CROUS** et expérimenter des projets communs CROUS/FJT.

**Unifier l'ensemble des critères donnant aux jeunes l'accès à des tarifications sociales** dans les domaines de la culture et des loisirs comme avec le dispositif «carte blanche» pour rendre leur accès plus aisé. Cela pourra être facilité par la mise en place d'un guichet unique de la jeunesse.

### **35. Soutenir l'égalité, faire reculer la discrimination et les violences Hommes-Femmes**

Les démarches de RSE (responsabilité sociale des entreprises), la conditionnalité des aides, le soutien aux acteurs doivent permettre d'engager des campagnes utiles pour faire reculer les discriminations et favoriser l'égalité.

Nous organiserons **une semaine de l'égalité professionnelle** avec les entreprises et les associations.

**Nous préconisons la création d'un observatoire des violences faites aux femmes** doté de moyens financiers et humains pour assurer les missions d'accompagnement des victimes de sensibilisation et de formation en partenariat avec les associations. Nous serons également attentifs au soutien au planning familial et à la facilité d'accès à la contraception ainsi qu'à l'IVG dans les établissements médicaux de la ville.

### **36. Nantes citoyenne du monde**

Nous voulons une ville solidaire, une ville fière de ses valeurs et active pour les partager, une ville qui s'engage dans les grands débats qui traversent la planète à l'aube d'un siècle nouveau. Fiers de la réalisation du monument sur l'abolition de l'esclavage, nous voulons **agir pour l'abolition de la peine de mort** en faisant de Mumia Abu Jamal le symbole de ce combat universel, citoyen d'honneur de notre ville. Nous proposons également **d'agir en faveur de la paix au Proche Orient** en organisant la coopération décentralisée avec une ville palestinienne.

Nous voulons continuer d'améliorer l'accueil des résidents étrangers.

Pour gagner au plus vite le droit de vote des étrangers aux élections locales, nous proposons d'organiser un référendum municipal sur le droit de vote des étrangers.

### 37. Favoriser la tranquillité publique pour tous

Nous voulons améliorer la sécurité et la tranquillité publique dans tous les quartiers en agissant sur deux axes : D'une part le renforcement de la prévention en s'appuyant sur le conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) réunissant élus, services de l'État, habitants et acteurs des quartiers ; d'autre part, en mobilisant l'ensemble des partenaires (État, département), pour redonner toute sa place à la police de proximité. Le rôle de la police doit être revalorisé afin qu'elle tisse du lien social avec les habitants des quartiers et les animateurs des associations.

## Garantir l'accès aux pratiques sportives et culturelles pour toutes et tous

Pour favoriser l'émancipation individuelle, nous voulons garantir à ceux qui le souhaitent l'accès aux activités sportives et culturelles. Le sport d'élite, les grands événements culturels sont des atouts mais nous voulons assurer la mixité des offres et des pratiques en favorisant les activités de proximité.

### 38. Organiser dès 2014 des États Généraux de la culture

Nantes est reconnue pour son essor culturel. Pourtant, les professionnels et les acteurs associatifs émettent aussi des critiques parfois fortes sur la politique culturelle nantaise. Nous proposons d'engager une nouvelle étape de la politique culturelle en impulsant par la concertation des acteurs. Ces États généraux doivent rassembler, habitants, associations, acteurs culturels, organisations syndicales des salariés des entreprises et des services publics culturels de l'État et de la Ville. Ces États Généraux contribueront à l'élaboration d'un schéma territorial de développement artistique et culturel.

### 39. Favoriser les pratiques sportives

La Ville de Nantes a toujours eu à cœur de développer ses infrastructures sportives et de soutenir de manière dynamique le tissu associatif local et les clubs. Dans ce cadre, nous souhaitons prolonger l'effort de développement des équipements publics dans une ville en perpétuelle évolution. Nous proposons ainsi de couvrir la piscine des Dervallières et permettre son usage tout au long de l'année par les habitants.

Chaque enfant en primaire aura acquis l'apprentissage de la natation.

La mixité dans le sport sera un axe de notre action pour le sport pour tous et toutes. Un premier axe de cet engagement sera visible par l'égalité des subventions municipales accordées pour les clubs féminins ou masculins, à niveau égal.

### 40. Gratuité des médiathèques pour les familles non imposables

Pour rendre plus accessible encore l'accès du plus grand nombre à la lecture et la musique, nous proposons l'inscription gratuite au réseau de médiathèques nantaises sous conditions de revenus.

## Assurer l'égalité de tous les enfants de Nantes

Notre commune doit faire toute sa place à l'enfance. Notre fil rouge est l'égalité de tous les enfants de Nantes, les mêmes opportunités pour tous les petits Nantais, quels que soient les revenus de leurs parents ou le quartier dans lequel ils vivent.



### 41. Mieux accueillir les enfants de Nantes

Trouver une solution de garde est souvent un moment difficile pour les familles et un frein à l'emploi pour les femmes. Nantes dispose d'environ 5000 places dont la moitié en collectif. 444 places d'accueil collectif ont été créées depuis 2008.

Nous voulons ouvrir des places en crèche municipale et favoriser l'effort collectif en renforçant une offre diversifiée déjà favorisée par l'ouverture du guichet unique petite enfance : Réseau des assistantes maternelles/hébergement collectif/scolarisation dès 2 ans.

### 42. Favoriser la scolarisation dès 2 ans

Nous refusons la mise en place des jardins d'éveil venant se substituer à la scolarisation des jeunes enfants. Pour favoriser la scolarisation dès 2 ans, la municipalité doit recenser les enfants concernés pour appuyer les demandes d'ouverture de classes auprès de l'État. La municipalité peut participer au bon encadrement de ces tout-petits en recrutant et en formant les ATSEM nécessaires. Elle mettra les moyens matériels pour répondre aux besoins spécifiques de l'accueil des tout-petits.

### 43. Une offre de périscolaire de qualité

Cette offre doit permettre à tous les enfants de profiter d'activités culturelles (artistiques, sportives, langagières...) qui leur permettent de découvrir le monde et d'en comprendre la complexité.

**Nous serons en première ligne pour rappeler à l'État ses engagements pour un grand service public d'éducation nationale**, notamment dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires. Nous établirons un état des lieux de l'application de cette réforme avec l'ensemble des partenaires et acteurs : parents d'élèves, enseignants, les ATSEM, l'ACCOORD, le NAPS, les associations et l'animation sportive.

### 44. Pour financer ces mesures, il faut réserver l'argent public à l'école publique

Certaines communes concèdent au privé des aides facultatives : Nantes est de celles-ci. Pourtant, ces établissements ont d'autres ressources, à la différence de l'école publique. Tout l'effort doit donc être concentré à Nantes sur l'école publique qui en a plus que jamais besoin.

### 45. Créer un observatoire nantais des inégalités scolaires

Composé d'élus, de représentants des parents, de personnels de l'Education Nationale et des élèves à partir du collège, ainsi que de personnalités associées, il sera utile à la cohérence de la politique municipale d'aides financières et matérielles, pour une école véritablement gratuite. Enfin, il aidera à l'articulation des politiques municipales de lutte contre le décrochage. Cet observatoire rendra compte aux Nantaises et aux Nantais, une fois par an, des données collectées, ouvertes et accessibles depuis le site de la Ville de Nantes.

### 46. Mieux reconnaître la monoparentalité

A Nantes, plus d'une famille sur 4 est monoparentale. Il convient de mieux prendre en compte ces situations familiales dans l'ensemble des dispositifs publics, de l'accès au logement jusqu'à l'accueil périscolaire.

## Se déplacer en liberté

### 47. Renforcer le réseau de transport

Nantes dispose d'un réseau important et efficace. Nous voulons continuer d'investir afin qu'il réponde toujours mieux aux besoins des habitants dans leur trajet quotidien, au maillage de tout le territoire. Porter à 5% la TVA sur les transports, en urgence, permettrait des gains substantiels pour financer le service public de transport et la mobilité des usagers.

### 48. Mettre à l'étude de nouvelles lignes transversales

Notre réseau est aujourd'hui principalement bâti en étoile. Veiller à une bonne irrigation en transport de chaque quartier en permettant l'interconnexion de périphérie à périphérie. Dans ce sens, nous soutenons l'interconnexion des lignes 1 et 2 du tram.

### 49. Mieux partager l'espace urbain sans opposer déplacement doux, transport public et trafic routier

### 50. Garantir la construction de nouvelles places en parking silo en nombre suffisant à proximité de la gare Sud pour faciliter l'accès à la nouvelle gare.

### 51. Augmenter le nombre de places en parkings relais, notamment à l'Ouest de la ville à partir d'un bilan de leur fréquentation

Pour rendre mieux accessible les transports en commun et favoriser leur usage, nous proposons :

### 52. D'étendre l'extension de la carte Tempo aux étudiants boursiers

### 53. D'étendre le tarif - de 26 ans aux Nantaises et Nantais aux habitants de l'agglomération non imposables



## L'autonomie pour toutes les générations nantaises

Les Nantaises et les Nantais vivent plus longtemps. 17% des Nantais et des Nantaises ont plus de 60 ans. **La lutte contre l'isolement des personnes âgées, l'accompagnement de la perte d'autonomie et les nouvelles manières de vivre entre générations sont des questions majeures.**

La disponibilité de places en EHPAD ainsi que le coût financier à assumer sont des enjeux majeurs pour les années à venir. Chacun doit pouvoir trouver des réponses adaptées à ses besoins. Cela passe par les solutions de maintien à domicile, d'accueil en foyers logement, comme celles d'accueil en établissements médicalisés... Nous proposons :

**54. Créer de nouveaux logements « bleus »**, spécifiquement adaptés à la population âgée dans les programmes de Nantes Habitat.

**55. Étendre les politiques municipales de proximité en faveur des personnes âgées** (portage de repas, petit bricolage, veille, guichet unique). Développer après évaluation, le réseau de correspondants de quartiers actuellement en test dans quatre quartiers en facilitant la mise en réseau par la mise en place d'un numéro vert.

**56. Requalifier le rez de chaussée de certains immeubles** pour ouvrir des espaces de convivialité intergénérationnels.

**57. Évaluer et soutenir les travaux de la maison des aidants** agissant auprès des familles dont un parent, un ami souffre de la maladie d'Alzheimer, de Parkinson, d'un AVC.

**58. Faciliter la construction et la réhabilitation de nouveaux EHPAD**

## Bien vivre en ville dans un environnement de qualité

Nous voulons bien vivre en ville dans un environnement de qualité. Financer l'isolation des logements en faisant reculer la précarité énergétique, favoriser les transports publics, le fret ferroviaire, le transport fluvial font partie de nos priorités pour répondre à la crise écologique.

En développant les pratiques vertueuses, en maîtrisant le développement métropolitain et en valorisant ses espaces verts, Nantes peut répondre aux défis de son temps.

**59. Reconquérir la Loire et l'Erdre**

Les Nantaises et les Nantais doivent pouvoir réinvestir les bords de l'Erdre et de la Loire parfois mal valorisés à la fois pour leurs loisirs et leurs déplacements, en permettant à la fois flâneries, circulations douces (c'est notamment le cas autour de l'Île de Nantes). Nous proposons qu'une enveloppe spécifique soit prévue à cet effet.

Enfin nous proposons d'**ouvrir une nouvelle ligne de Navibus autour de l'Île de Nantes**, reliant le Hangar à bananes en aval au CRAPA en amont avec un arrêt au niveau du nouvel hôpital. Nantes Métropole pourrait financer une étude visant à proposer et expérimenter d'autres déplacements fluviaux.

**60. Maîtriser l'étalement urbain de la Métropole**

La maîtrise du foncier pour lutter contre cet étalement est une priorité. Pour accueillir chaque année des milliers de Nantaises et de Nantais supplémentaires, nous voulons allier densification et cadre de vie de qualité

**61. Développer les jardins familiaux**

Pour de nombreux nantais, ils permettent d'allier détente et alimentation peu coûteuse et de qualité.

**62. Valoriser les ressourceries / recycleries**

Dans ces espaces, les Nantaises et Nantais peuvent venir déposer leurs objets dont ils veulent se séparer – électroménagers, meubles, livres, textiles, vaisselle.

S'ils sont encore en état de marche ou réparables, ces objets pourront être réemployés, dans le cas contraire ils seront orientés vers les filières de recyclage ou élimination.

**63. Modifier le Règlement Local de Publicité et d'affichage**

Il s'agit de mieux affirmer la neutralité de l'espace public. Aujourd'hui, les Nantais subissent des milliers de messages publicitaires au quotidien. De manière générale, l'espace public est saturé de contenus et de messages qui polluent notre tranquillité et notre environnement. Dans le même temps, les affichages publics manquent pour l'activité citoyenne, associative, syndicale ou politique. Nous proposons d'augmenter les affichages publics et de les réserver à l'affichage non commercial.

**64. Soutenir le développement des Fab labs**

Il s'agit de laboratoires de fabrication partagés et mutualisés. Originaires des Etats-Unis, des Fab labs existent aux Pays-Bas, en Espagne, en Grande-Bretagne mais aussi à Nantes. Ils démocratisent un ensemble de machines et de logiciels afin de fabriquer de nouveaux produits, de développer des technologies à coût presque nul. Il s'agit d'espaces collaboratifs et de rencontre pour des informaticiens, des bricoleurs, des designers, des inventeurs, des électroniciens – et bien d'autres. Sur le modèle d'un laboratoire de recherche universitaire, ce sont des plateformes d'innovation pour tous.



# Partager les richesses et mobiliser de nouveaux financements pour la justice sociale et un développement humain durable.

Depuis 2 mandats, l'effort de la ville est consacré à son désendettement. Entre 2008 et 2012, la dette nantaise est passée de 1178€/habitant, en 2007 à 874€/habitant. Entre 2000 et 2012, la dette nantaise a été réduite de 40%. Dans le même temps, les investissements sont passés de 286 millions en 2000 à 150 millions en 2012, évolution notamment en lien avec les transferts de compétences et donc d'investissements aujourd'hui effectués par Nantes Métropole.

Pour faire face à la crise **Nantes a besoin d'investir, c'est une garantie pour générer l'emploi à Nantes**, réaliser les équipements nouveaux ou les travaux nécessaires, et financer les dépenses de solidarité. Or, le versement transport a déjà été porté à son niveau maximum et il ne nous semble pas judicieux d'opérer des hausses d'impôts.

Nous voulons obtenir de l'État des moyens supplémentaires, gagner une réforme permettant une fiscalité progressive, engager une nouvelle politique de crédit pour ne pas avoir recours à une augmentation de la fiscalité qui pénaliserait le pouvoir d'achat des familles nantaises.

## **65. Pour financer les investissements, gagner de nouvelles conditions d'emprunt, non pas sur le marché financier, mais auprès des banques et institutions spécialisées, pour investir dans de nouveaux services et équipements publics**

En 2012, le taux d'endettement de Nantes était de 61,10% quand la moyenne française des villes de plus de 100 000 habitants en France est de 84 % (Nice 64,82%, Lyon à 66%, Lille e, 108%. Marseille culmine à 169 %). Ce taux laisse des marges d'emprunt très importantes qu'il convient d'utiliser. Il s'agit, pour cela, d'obtenir une plus grande implication des banques de façon à diminuer le coût du crédit. L'essentiel de cet argent provient du

virement mensuel automatique et quasi-gratuit des salaires, pensions, retraites, allocations de toutes sortes sur les comptes courants bancaires. Cet argent, qui n'est pas celui des banquiers, ne doit pas servir à sécuriser le financement d'opérations financières et spéculatives, immobilières notamment, mais à améliorer les conditions de vie, de travail et d'emploi des nantais.

## **66. Des investissements responsables**

Le danger des Partenariats Public Privés a récemment été épingle par la cour des comptes. Il faut en tenir compte. Notre politique d'investissement doit être cohérente avec nos valeurs et avec l'efficacité économique. **Nous nous engageons à être vigilants à ce que les investissements et marchés publics soient utiles à l'économie locale, à l'emploi et à la responsabilité environnementale.**

## **67. Intervenir pour une profonde réforme de la fiscalité locale au plan national pour préserver le pouvoir d'achat**

**Les communistes proposent un taux plafond de 20% pour les impôts locaux des particuliers.**

En compensation, une taxation des actifs financiers des sociétés, des banques et des assurances à un taux de 0,5 % rapporterait 25 milliards d'euros versés à un fonds de péréquation à destination des communes et dont la répartition se ferait selon des critères d'effectifs de population et de quotient fiscal. (En comparaison, les recettes de la taxe d'habitation ont été en France de 19,35 milliards en 2012)

Nous voulons que la contribution des entreprises et des banques soit plus importante et les incite à diminuer les opérations et placements financiers pour, au contraire, accroître l'emploi et la croissance réelle à Nantes. Cela permettrait, simultanément, d'alléger l'impôt local pesant sur les familles aux revenus modestes et moyens.

Dans l'immédiat, le contexte de crise nécessite de ménager le pouvoir d'achat des familles nantaises. L'effort fiscal doit rester responsable et solidaire et reposer avant tout sur les plus fortunés.

### 68. Réformer d'urgence la fiscalité pour financer les transports

Baisser à 5% la TVA sur les transports en urgence permettrait des gains substantiels pour financer le service public de transport et la mobilité des usagers. Seules les entreprises des territoires des agglomérations sont soumises au versement transport (VT). Pourtant, dans les zones appelées zones interstitielles, les entreprises et leurs salariés bénéficient des investissements et des services publics financés par les collectivités locales. Nous proposons d'étendre le versement transport à l'ensemble des entreprises. Les ressources interstitielles et additionnelles dégagées pourraient être réparties entre les différentes collectivités mettant en services des transports publics.

### 69. Obtenir de l'État son engagement pour les nantaises et les nantais

Les concours de l'État diminuent pour Nantes, les dotations et compensations ont baissé de -0,5% par an en moyenne entre 2002 et 2012 pour la ville soit 5,5M€ se traduisant pas une perte de pouvoir d'achat cumulée de plus de 23M€. En 2012, elles ont baissé de 2% avant de se stabiliser en 2013. Sous couvert de décentralisation, l'État se désengage, et surtout abandonne les collectivités à leur sort alors qu'elles opèrent la très grande majorité de l'investissement dans le pays et sont peu endettées en comparaison avec l'État. Ces baisses, annoncées et confirmées pour les années à venir, sont un facteur d'inégalité territoriale dramatique. Nous nous opposons aux désengagements de l'État et voulons gagner des moyens nouveaux pour nos communes.

## La démocratie au cœur

### 70. Nous développerons la concertation citoyenne sur les politiques publiques

La politique doit être l'affaire de chacun et chacune. Nous voulons mieux engager les habitants avant tout changement de périmètre des services publics ou projet concernant leur quartier. Nous voulons créer les conditions de leur participation et mettre en place des conseils d'usagers. Pour nous, c'est l'intervention citoyenne qui est le moteur du changement : c'est lorsque les citoyens s'en mêlent et se mobilisent que Nantes avance. Nous proposons de soumettre plusieurs débats publics aux nantaises et aux nantais durant le mandat, jusqu'à expérimenter un référendum local.

### Nantes métropole

#### Citoyenneté, projets partagés, proximité et démocratie

Nous considérons que la ville, cellule de base de la démocratie et de la citoyenneté doit garder toute sa légitimité et continuer d'être l'échelon de proximité nécessaire à notre construction métropolitaine.

Nous refusons d'être dans une compétition de territoire. Coopération, complémentarité pour produire des actions concrètes et génératrices de valeur ajoutée pour les citoyens qui y vivent, et de fait pour les territoires, sont essentiels pour toute action publique. L'Etat continue à se défausser de ses missions nationales devant garantir l'égalité sur tout le territoire. Nous proposons d'inventer des formes nouvelles de partenariats dans le cadre de grands projets partagés et sous contrôle citoyen.

Nous refusons la remise en cause du rôle de chaque niveau de collectivités territoriales prévue dans l'acte III de la décentralisation. **Nantes Métropole doit rester un outil de coopération pour mettre en œuvre des politiques publiques mutualisées, partagés par les communes concernées par ces mêmes projets.**



# 70 propositions pour un nouveau cap à gauche

- 1 Passer les 30% de logements sociaux à Nantes en 2020
- 2 Faire reculer la spéculation immobilière
- 3 Promouvoir la mixité sociale sur tous les territoires de notre ville
- 4 Lutter contre la précarité énergétique
- 5 Agir sur les loyers
- 6 Favoriser le logement étudiant
- 7 Refuser les expulsions, les coupures d'eau et d'électricité
- 8 Ouvrir des places d'hébergement d'urgence supplémentaires
- 9 Réserver une enveloppe spécifique pour l'accompagnement des publics fragiles
- 10 Engager l'ensemble des communes de l'agglomération dans la démarche d'accueil des publics précaires
- 11 Renforcer l'accès aux soins. Mettre en œuvre le transfert de l'Hôpital
- 12 Mutualiser les outils de prévention
- 13 Expérimenter un centre de santé, favoriser un maillage efficace
- 14 Mettre à l'étude une tarification sociale et responsable de l'eau
- 15 Mettre en place une conférence annuelle de l'emploi à Nantes
- 16 Soutenir la création d'un Fonds régional pour l'emploi et la formation (FRE)
- 17 Favoriser une politique de filière
- 18 Mieux prendre en compte l'économie coopérative, sociale et solidaire
- 19 Conditionner et contrôler les aides aux entreprises
- 20 Mieux aider les Nantaises et les Nantais privés d'emploi
- 21 Conforter et renforcer la clause sociale dans les marchés publics
- 22 Créer un poste d'adjoint nantais à l'emploi
- 23 Accompagner les emplois aidés vers l'emploi stable
- 24 Refuser l'extension du travail dominical
- 25 Privilégier la mixité d'usage dans le renouvellement urbain
- 26 Engager une concertation en vue de signer avec les représentants des salariés un protocole 2014 de résorption de la précarité
- 27 Faire le choix déterminé de l'emploi statutaire dans notre collectivité
- 28 Mieux prendre en compte la pénibilité de certains métiers et de porter une attention nouvelle à la prévention des risques psycho-sociaux.
- 29 Soutenir le développement du port dans la diversité de ses activités
- 30 Un nouveau franchissement de la Loire
- 31 Favoriser la construction et la mise en activité de l'Aéroport du Grand Ouest dans les meilleurs délais
- 32 Optimiser le réseau ferré nantais
- 33 Mettre la jeunesse au cœur de nos politiques publiques
- 34 Faciliter l'accès au logement des jeunes, développer et diversifier l'offre gérée par les FJT et par les CROUS et unifier l'ensemble des critères donnant aux jeunes l'accès à des tarifications sociales
- 35 Soutenir l'égalité, faire reculer la discrimination et les violences Hommes-Femmes
- 36 Faire de Nantes, une ville citoyenne du monde
- 37 Favoriser la tranquillité publique pour tous
- 38 Organiser dès 2014 des États Généraux de la culture
- 39 Favoriser les pratiques sportives
- 40 Mettre en place la Gratuité des médiathèques pour les familles non imposables
- 41 Mieux accueillir les enfants de Nantes
- 42 Favoriser la scolarisation dès 2 ans
- 43 Une offre de périscolaire de qualité
- 44 Pour financer ces mesures, il faut réserver l'argent public à l'école publique
- 45 Créer un observatoire nantais des inégalités scolaires
- 46 Mieux reconnaître la monoparentalité
- 47 Renforcer le réseau de transport
- 48 Mettre à l'étude de nouvelles lignes transversales
- 49 Mieux partager l'espace urbain
- 50 Garantir la construction de nouvelles places en parking
- 51 Augmenter le nombre de places en parkings relais
- 52 Étendre l'extension de la carte Tempo aux étudiants boursiers
- 53 Étendre le tarif - de 26 ans aux Nantaises et Nantais aux habitants de l'agglomération non imposables
- 54 Créer de nouveaux logements « bleus »
- 55 Étendre les politiques municipales de proximité en faveur des personnes âgées
- 56 Requalifier le rez de chaussée de certains immeubles pour ouvrir des espaces de convivialité intergénérationnels
- 57 Évaluer et soutenir les travaux de la maison des aidants
- 58 Faciliter la construction et la réhabilitation de nouveaux EHPAD
- 59 Reconquérir la Loire et l'Erde
- 60 Maitriser l'étalement urbain de la Métropole
- 61 Développer les jardins familiaux
- 62 Valoriser les ressourceries / recycleries
- 63 Modifier le Règlement Local de Publicité et d'affichage
- 64 Soutenir le développement des Fab labs
- 65 Pour financer les investissements, gagner de nouvelles conditions d'emprunt, non pas sur le marché financier, mais auprès des banques et institutions spécialisées, pour investir dans de nouveaux services et équipements publics
- 66 Des investissements responsables
- 67 Intervenir pour une profonde réforme de la fiscalité locale au plan national pour préserver le pouvoir d'achat
- 68 Réformer d'urgence la fiscalité pour financer les transports.
- 69 Obtenir de l'État son engagement pour les nantaises et les nantais
- 70 La démocratie au cœur de notre action